



Distribution électronique <http://www.revue-circe.uvsq.fr>

© *Circé. Histoire, Savoirs, Sociétés*

---

## Portrait d'Anne Lehoërf

(*Circé*, n° 16, 2022)

### Axe 1 - Un parcours d'enseignante-chercheuse au croisement des disciplines

**En préambule, pourriez-vous définir et situer la Protohistoire, chronologiquement mais également dans le champ des disciplines scientifiques ?**

La Protohistoire n'est pas une forme d'archéologie ou une discipline académique, c'est une période de l'histoire – de la même manière que l'on parle du Moyen Âge – c'est un temps que l'on a défini au cours du XIXe siècle et redéfini dans son contenu, par rapport au mot, récemment. C'est une période qui correspond à un temps long de l'histoire humaine qui va des débuts du Néolithique jusqu'au début de l'Antiquité, pour l'Europe cela va de - 6000 à la fin du Ier siècle avant notre ère. C'est un temps de l'histoire qui est marqué par des changements fondamentaux, extrêmement importants, où l'homme globalement, de manière résumée, passe de la prédation à la production, invente l'agriculture, l'élevage, se sédentarise, développe la céramique et différents modes de sociétés et d'économies, de rapports de temps et d'espace etc. Cela se situe entre la Préhistoire et le monde antique, c'est ce temps particulier de l'histoire humaine qui a pour autre caractéristique, des sociétés qui ne développent pas l'écriture et cela reste un temps de l'histoire en général extrêmement mal connu.

**Vous avez de nombreuses fois exposé les raisons pour lesquelles la Protohistoire a eu, et a peut-être encore, du mal à trouver sa place parmi les sciences humaines. Outre des contextes politiques ou scientifiques défavorables, vous évoquez deux “conventions” historiques problématiques pour la reconnaissance de la Protohistoire comme cinquième période historique : l'utilisation de la datation avant et après J.-C. ainsi qu'une absence de considération de l'oralité. Quelles sont les conséquences de ces “barrières intellectuelles” pour la Protohistoire ?**

La question de la reconnaissance de la Protohistoire, et même de la Préhistoire, tient finalement à notre conception de l'histoire, en tout cas telle qu'elle est traditionnellement enseignée, et le fait qu'elle soit liée très étroitement avec l'écriture. Et donc évidemment ces temps de l'histoire, qui sont les temps les plus longs de l'histoire de l'humanité, qui n'ont pas de sources écrites, ont été, au moment où on a construit les

domaines disciplinaires au XIXe siècle, laissées en dehors du champ de l'histoire. Il n'est pas question de trouver des responsabilités aux uns ou autres, mais l'histoire s'est construite comme cela, du côté des historiens comme du côté des préhistoriens ou des protohistoriens. Il se trouve que nous avons hérité de cette construction d'une périodisation le plus souvent en quatre temps : Antiquité, Moyen Âge, époque moderne, époque contemporaine. On a donc tendance à laisser de côté ce cinquième et ce sixième temps que sont la Protohistoire et la Préhistoire avec cette frontière qu'est l'écriture, comme s'il existait des sociétés qui n'ont pas d'histoire parce qu'elles n'ont pas d'écriture. C'est une vraie question, le monde intellectuel des historiens et le monde tout court avaient été choqués en 2007 par le discours de Dakar de Nicolas Sarkozy, qui effectivement laissait les populations africaines hors de l'histoire parce qu'il n'y avait pas d'écrits. Cela a été un choc important. Les débats avaient lieu avant 2007, mais il est vrai que c'est quand même une date importante, qui permet de poser un jalon j'allais dire militant pour dire "non" : toutes les sociétés humaines sont inscrites dans un temps historique, quelles que soient les données ou les caractéristiques des sociétés, qu'il y ait de l'écrit ou pas, qu'il y ait des données matérielles ou pas, quelles que soient les sources qui sont toutes des sources historiques.

**Dans votre ouvrage *Construire le temps* (2009), vous exprimez la volonté de faire discuter des chercheurs issus de traditions et d'aires géographiques très diverses. Mais on observe en même temps une difficulté à dialoguer liée notamment à des pratiques disciplinaires trop éloignées. Vous appelez de vos vœux une véritable science de l'homme qui tiendrait ensemble histoire et archéologie, ainsi que certains pans des sciences de la nature. Pourquoi cette refondation est-elle nécessaire sur le plan scientifique malgré ses difficultés pratiques ?**

Je pense que l'archéologie est histoire, pour moi c'est vraiment très clair. L'archéologie n'est pas déconnectée de l'histoire puisque son objet est quand même de reconstituer la vie des hommes du passé à travers ce qu'ils ont laissé sur le plan matériel. À partir du moment où l'on réfléchit à l'histoire de l'homme (l'homme en tant qu'homo sapiens et tous ses prédécesseurs), on est dans le genre humain. Tout doit être mobilisé, toutes les sources, tous les possibles. L'archéologie peut apporter des données matérielles avec une capacité de plus en plus grande à les interpréter. Il ne faut pas opposer ces données matérielles avec les sources écrites, et d'ailleurs on fait aussi l'archéologie des périodes récentes et de sociétés maîtrisant l'écrit. Évidemment, l'archéologie développe aujourd'hui des méthodologies qui permettent d'étudier l'environnement, la datation ; elle perçoit toute une partie de ces réalités-là dans le sol, par des traces. Autrement dit, l'énorme domaine des sciences de la vie et de la terre ouvre aujourd'hui des fenêtres sur les questions environnementales. Si l'on veut tendre vers une forme d'exhaustivité, si l'on veut comprendre l'homme dans son unicité et dans sa diversité, il ne faut rien laisser de côté. Il est donc extrêmement important, même si c'est difficile, que tous les domaines disciplinaires qui peuvent approcher l'homme se mettent ensemble pour mieux le comprendre. Ce n'est pas toujours évident car les sciences de laboratoire ont un certain nombre de codes, de pratiques, de protocoles ; l'histoire par les textes a également un certain nombre de pratiques, l'archéologie a ses propres protocoles et ses propres contraintes. Mais si l'on veut espérer avoir la vision la plus large, la connaissance la plus grande possible, il faut évidemment que tous ces acteurs, tous ces chercheurs, tous ces scientifiques et tous ces domaines dialoguent ensemble, trouvent des voies, des sujets ou des moments pour être réunis plutôt que divisés, pour le bien de la connaissance.

## **Axe 2 - Pour une éthique de l'archéologie**

**Vous prenez au sérieux les enjeux académiques, administratifs, institutionnels et législatifs de l'archéologie, que cela soit dans le passé (par exemple dans l'Italie du Risorgimento), au présent et pour le futur. Qu'est-ce que l'histoire de l'archéologie nous apprend sur sa pratique actuelle et sur la manière dont elle doit évoluer ?**

Je suis professeure des universités, je ne peux que prendre au sérieux les enjeux académiques, les enjeux de formation et de renouvellement des générations. C'est extrêmement important mais cela ne veut pas dire que c'est simple ou que je donne du travail aux étudiants. La manière dont on forme les étudiants, ce qu'on leur apporte, les débouchés qu'on leur offre, tout cela me semble très important, et nous avons de ce point

de vue une lourde responsabilité vis-à-vis des personnes que nous formons. L'histoire de l'archéologie me semble tout aussi importante et d'ailleurs, dans mes cours, j'intègre systématiquement cette dimension de l'histoire de la recherche, car je pense que nous sommes des héritiers. Nous sommes en 2022, l'archéologie s'est construite au XIXe siècle, évidemment elle n'était pas au moment de sa construction ce qu'elle est aujourd'hui. Et donc si je veux comprendre où je suis aujourd'hui, en tant qu'historienne, je dois arriver à regarder d'où je viens. Et puis il y a une forme d'humilité : qui suis-je moi en 2022 pour me dire "j'invente l'archéologie" ? Non, j'hérite évidemment de travaux antérieurs qui pour certains ont été remis en cause, c'est normal et je n'ai pas à les juger. Mes propres travaux, demain, seront remis en cause et c'est normal ; je l'espère même, car cela voudra dire qu'ils seront lus. L'histoire d'une discipline permet de mieux la saisir, de mieux la comprendre, de mieux positionner le chercheur et de l'inscrire dans une temporalité longue. La recherche est vivante, elle se renouvelle en permanence. Le contexte de production de la science change constamment. L'archéologie est très liée à la géopolitique, peut-être plus que d'autres domaines disciplinaires et académiques. La question des origines, dont il faut se méfier selon Marc Bloch, est omniprésente en archéologie car la donnée est dans la terre ou sous les eaux, et nous sommes les premiers à aller la saisir. L'archéologie annihile le temps entre le chercheur et l'objet de la recherche. Cette question des origines marque l'archéologie dans certains contextes géopolitiques. Les problématiques et les enjeux de la société de 1822 ne sont évidemment pas ceux de 2022. On voit aujourd'hui émerger des questions sensibles et fortes dans les débats politiques, les questions d'identité, d'origine, de migration, qui se répercutent dans les questionnements scientifiques de l'archéologie. Par conséquent, on ne peut pas se passer de l'histoire de l'archéologie et des disciplines historiques. Je ne sais pas si les mathématiciens peuvent se passer de l'histoire de leur science quand ils font des calculs, mais pour nous, dans les sciences historiques, c'est impossible. Nous nous inscrivons dans une histoire et nous ne sommes que de passage. Nous faisons de notre mieux mais ce sera défait par d'autres après nous.

**Dans vos publications, vous rappelez que les archéologues sont « dans la société » et ont, vis-à-vis d'elle, des « responsabilités » et des « devoirs ». Comment les enjeux éthiques se sont-ils imposés dans votre activité de chercheuse ? Cela provient-il du constat de l'existence d'un impensé dans l'archéologie contemporaine ou, au contraire, de l'émergence de sensibilités nouvelles ?**

Je pense que le chercheur en sciences humaines et en archéologie a une éthique vis-à-vis de sa pratique de chercheur, de ses travaux, de ses étudiants, car ce qu'il fait n'est pas neutre. L'archéologie a une connexion particulière avec la société car elle est intégrée à elle. L'archéologie parle à beaucoup de gens, il y a des figures de l'archéologie connues du grand public, comme Indiana Jones par exemple. Je ne dis pas que tous les gamins ont voulu un jour devenir archéologues, mais il y a quand même quelque chose qui touche à l'imaginaire du chercheur de trésors. L'archéologie s'accroche à cette réalité presque poétique, mais qui devient sérieuse dans la pratique quotidienne. L'archéologie nous entoure, elle est sous nos pieds, autour de nous. Toutes les traces du passé qui ont été laissées intéressent l'archéologie. L'archéologie commence finalement aux traces laissées pratiquement hier. Dès que quelque chose n'est plus en usage, cela devient un objet archéologique. Toute la question est de savoir comment se crée le lien entre des vestiges, une science, des connaissances et puis le chercheur et le citoyen. Tout ceci doit former un ensemble cohérent. La question de la responsabilité de l'archéologue vis-à-vis de la société et du citoyen se pose de manière très concrète lorsqu'on fouille : que fouille-t-on et pourquoi, que transmet-on ? Quand on construit une autoroute ou un parking, on croise forcément le passé. Ici le devoir de l'archéologue est direct, immédiat : est-ce qu'on fait passer l'autoroute en se fichant de savoir ce qu'il y a dessous, ou est-ce que l'archéologue intervient ? La législation française en 2001, 2003, puis dans la dernière législation que l'on appelle "LCAP" (Loi sur la liberté de création, l'architecture et le patrimoine du 7 juillet 2016, NDLR), a effectivement encadré ces pratiques. L'archéologie dite préventive accompagne aujourd'hui les travaux. Il y a aussi l'archéologie dite programmée, mais l'archéologie préventive a placé de manière très concrète la responsabilité des archéologues vis-à-vis de la connaissance et du passé, car fouiller permet de garder trace et de produire une connaissance. Ce n'est pas la seule responsabilité, mais ici elle est concrète, directe, visible par le citoyen.

**Dans un chapitre du *Guide des méthodes de l'archéologie*, vous et vos co-auteurs reconnaissez aux archéologues un « droit », celui d'exiger la conservation des vestiges du passé une fois qu'ils ont été découverts. Jusqu'où va ce droit à la conservation des objets du passé ? Est-il seulement celui des archéologues, qui détruisent d'ailleurs certains de ces objets en les étudiant ?**

L'archéologie est une pratique un peu étrange parce que l'archéologue est fondamentalement un destructeur. Quand il va chercher la donnée, la collecter en la sortant de la terre ou des eaux, il va détruire ce qui l'entoure, c'est-à-dire le contexte archéologique, qui fait partie de la définition de l'archéologie depuis la LCAP. Cette notion de destruction qui accompagne la pratique archéologique est vraiment importante. Il n'y a pas d'autre solution : pour atteindre la donnée, si on la fouille, on détruit. Cela donne donc un devoir et des responsabilités. Accompagnant ce travail de fouille, il y a également un travail d'enregistrement de la donnée pour limiter cette perte d'information puisque la donnée n'est pas renouvelable : une fois que vous avez sorti votre vestige du contexte, il est sorti, on ne peut pas revenir en arrière. D'où l'importance de préserver la pratique archéologique, de lutter contre le pillage... parce que l'objet sans son contexte, c'est toute une partie qui n'est plus expliquée et cette partie-là est presque aussi importante que l'objet lui-même. Il est donc vraiment important d'avoir une vision d'ensemble. Une fois que l'objet est sorti, l'archéologue a là aussi des devoirs et des responsabilités vis-à-vis de ce qu'il a sorti lui-même, et parfois ce sont des vestiges qui peuvent remonter à hier ou à des milliers voire des millions d'années. Il met dans le monde contemporain, dans son monde à lui, des vestiges dont il a hérité du passé. Puisqu'il les a sortis, il a le devoir non seulement de les étudier, mais aussi de faire en sorte de les conserver, qu'ils soient des témoins pour lui, pour les générations futures, que d'autres après lui puissent y avoir accès, éventuellement pour d'autres analyses ou d'autres études. Il existe des méthodes dites non destructives et d'autres dites destructives. La question est finalement de savoir, face à un vestige, ce qui est le plus important et comment on décide. Le médecin lui aussi, sur la table d'opération, doit prendre une décision, en espérant qu'elle soit la meilleure possible. Il n'y a certes pas de vivant en jeu quand l'archéologue prend une décision, mais il doit en prendre une et faire en sorte que ce soit la meilleure possible en composant avec tous les paramètres : la connaissance, l'étude, la préservation... Je ne crois donc pas qu'il y ait un droit, mais plutôt un devoir, celui du chercheur, celui du citoyen, celui de l'intellectuel. Il consiste à essayer, non seulement d'être un héritier, mais aussi celui qui transmet les résultats de sa science et ce qu'il a sorti. Puisque l'archéologie est bien une science de la matérialité, il faut en laisser des traces.

**Jusqu'à quel point peut-il y avoir des compromis avec les sensibilités actuelles et les diverses demandes sociales ?**

Je pense que la science ne peut tolérer aucune compromission. Le cadre est celui des lois de la République, c'est le socle absolu. Dans l'archéologie d'aujourd'hui, il y a un certain nombre de situations délicates ou sensibles. Je pense que la science doit se faire librement, dans le cadre des lois de la République, et il ne peut y avoir aucune part liée à des considérations de religion, de couleur de peau, de sexe, cela ne peut pas intervenir. Un chercheur n'est rien d'autre que son statut de chercheur. Le fait que l'on soit un homme ou une femme ne compte pas. Il n'y a pas besoin d'être musulman pour fouiller des tombes musulmanes, ou d'être juif pour fouiller des sépultures juives. Cela ne doit pas entrer en ligne de compte. C'est pour moi une ligne absolue qui est celle de la loi de la République. Après, il y a un certain nombre de sujets émergents, qui suscitent des tensions, des sensibilités divergentes. Lorsque l'archéologue va à la rencontre d'un certain nombre de vestiges, évidemment il ne doit pas heurter volontairement les sensibilités. Nous faisons attention, dans la mesure du possible, à un certain nombre de points pour ne pas heurter. Par exemple, la question des restes humains soulève des débats. La législation américaine n'est pas la législation française, par exemple au sujet de la réinhumation ou de la restitution de restes qui échappent ainsi à la science et aux recherches possibles. Les archéologues doivent réfléchir à ces questions, mais encore une fois la ligne infranchissable est celle de la loi de la République. Les archéologues professionnels que je connais sont dans une logique de scientifiques et font attention à tout ce qui peut être fait pour que chacun s'y retrouve. Mais le devoir de connaissance vis-à-vis du citoyen passe aussi par l'étude : si l'on ne peut pas étudier, si les vestiges sont réinhumés, partent ou sont détruits, un pan de notre histoire n'est pas rempli.

### **Axe 3 - L'archéologie sur la place publique : médiation, vulgarisation, enseignement**

**Vos travaux de paléoméallurgie et d'archéologie de la guerre vous conduisent à mener des analyses techniques très élaborées, comme par exemple dans l'article sur « les cuirasses de Marmesse », dans lequel vous reconstituez la chaîne opératoire de fabrication d'objets du Bronze final. Quelles modalités peut employer un.e archéologue pour « vulgariser » son travail et le rendre accessible au public non spécialisé sans perdre en précision et technicité ?**

En fait, je pense qu'un chercheur doit pouvoir jouer sur différents registres. Ce qui est important, finalement, le ou les maîtres-mots – car il y a plusieurs maîtres-mots – sont connaissance et transmission. Transmettre, cela veut aussi dire s'adapter. Quand je transmets mes résultats de laboratoire aux dix collègues dans le monde qui sont intéressés, effectivement, par les cuirasses de Marmesse, à ce moment-là, je vais parler avec un vocabulaire extrêmement précis, extrêmement technique, un vocabulaire de spécialiste. À un moment donné, il est important de parler de spécialiste à spécialiste. Et puis, il y a d'autres modes de transmission et d'autres publics. Finalement, la question se pose chaque fois que l'on a un auditoire : quand j'ai des étudiants de première année, je ne leur parle pas de la même manière que dans un séminaire doctoral. Quand je parle à des enfants de huit ans, et cela m'arrive – j'ai grand plaisir à parler à des enfants de huit ans, – évidemment, je ne vais pas être sur le même registre qu'avec des étudiants avancés ou des collègues. Donc, je pense que cette question de l'adaptation – sachant qu'à chaque fois, on veut essayer de faire passer le plus possible et, quand on est dans la synthèse, quand on est dans le côté « généralisation », forcément on va mettre de côté un certain nombre d'éléments ou de points extrêmement précis, et ce n'est pas grave – [de] la vulgarisation, d'une certaine manière, c'est l'introduction d'une forme d'erreur dans la transmission de la connaissance. Tous les manuels d'histoire sont truffés d'erreurs puisqu'il a fallu laisser de côté de nombreuses informations, et ce n'est pas grave, parce que c'est une manière de rentrer dans un sujet. Donc, ce qui est important, c'est ce qui est donné, ce n'est pas ce qui manque ; c'est de permettre l'accessibilité à la connaissance. Et puis on espère que si un message, une envie, des informations sont passées, eh bien, la personne à qui on a donné ces premières informations auront d'autres questions, d'autres envies, et creuseront leur tour ! Quant au chercheur, je pense qu'aujourd'hui, plus que jamais – parce qu'il y a une réflexion sur cette dimension de transmission –, il est sensibilisé au fait qu'il ne doit pas s'adresser qu'à ses pairs. Selon les personnes qui se trouvent en face de lui, il va donc adapter son discours et ses connaissances. Et c'est très bien qu'il sache parler à la fois à de grands spécialistes et à des enfants de huit ans parce que, parfois, ces enfants vous posent des questions qui vous remettent la machine en ordre et qui vous font vous dire : « Oui, zut, je n'avais pas pensé à ça ! C'est pas mal comme question, je vais peut-être y réfléchir et en faire un truc un peu plus savant. »

**Vous vous êtes beaucoup intéressée à la question des musées et notamment à la manière dont on y présente, alignés, des œuvres et des objets qui nécessiteraient peut-être davantage de médiation. Dans votre article « Rencontre avec nous-mêmes », vous soulevez notamment la problématique de l'exposition du corps humain dans les musées. Les musées sont-ils un bon moyen de vulgarisation de la recherche archéologique ?**

Les musées sont des lieux très importants pour l'archéologie. Dans l'histoire de l'archéologie, d'ailleurs, on a commencé à lier la question des données archéologiques avec les musées avant de les inscrire dans les universités et le monde académique. Les musées étant les héritiers des collections et des cabinets de curiosité, la donnée archéologique étant une donnée matérielle, elle s'inscrit logiquement dans l'histoire des musées et l'histoire des collections muséales. Cette question-là a beaucoup évolué car la donnée archéologique elle-même a beaucoup évolué. Dans les collections des cabinets de curiosité, on était soit dans le domaine du bizarre soit sur de très beaux objets. Aujourd'hui, la donnée archéologique regroupe tout ce qui sort de la terre (le pollen, la terre, le négatif du trou de poteau) ; il y a des traces matérielles et des traces plus immatérielles : le geste de l'homme qui a fait, que l'on voit sur le terrain et qui disparaît avec ce geste de fouille. La donnée qui peut trouver place au musée est plus complexe parce que l'archéologie s'est diversifiée. Maintenant, dans cette évolution, le musée reste un partenaire extrêmement important de monstration, j'allais dire, de l'archéologie en s'adaptant à ces nouveaux paramètres. Il faut montrer l'archéologie car elle est cette matérialité. Elle permet une mise en récit différente. C'est par exemple une

lecture d'un vestige qui lui-même peut être mis dans un contexte 3D, qui peut s'accompagner d'explications et d'outils très différents, puisque les musées aujourd'hui inventent des systèmes très variés. Et puis le musée permet une confrontation directe, c'est très important. Aujourd'hui, les acteurs de l'archéologie travaillent avec les musées et les musées travaillent avec les archéologues, soit dans le cadre des collections permanentes soit dans le cadre d'expositions temporaires. Cela permet d'ailleurs d'avoir des discours différents à chaque fois : vous ne travaillez pas de la même manière sur des collections permanentes inscrites dans la durée ou si c'est un "one shot" d'une exposition qui va permettre de mettre l'accent sur un aspect. Ensuite se pose la question de la nature des œuvres. Ce ne sont pas forcément des œuvres que l'on montre ; lorsque vous avez un pollen, ce n'est pas une œuvre mais cela dit l'archéologie et l'histoire des hommes. Il faut donc trouver la bonne manière de faire, c'est possible et on y travaille. Les musées sont importants pour les chercheurs, tout comme les centres de conservation de vestiges archéologiques, et c'est important pour le public, toutes catégories, tous âges confondus (les enfants de huit ans indisciplinés, les étudiants, etc). Je fais mes séminaires en musée, au musée d'archéologie nationale de Saint-Germain-en-Laye, au Musée de l'Homme, au Quai Branly, et je trouve que c'est important d'aller à la rencontre de ces vestiges. Parmi ces vestiges, il y a une catégorie qui est effectivement un peu particulière et sur laquelle il existe une réflexion spécifique : ce sont les restes humains. On évoquait tout à l'heure la question des compromis/compromissions, le fait que certaines personnes qui sont toujours des extrémistes de quelque bord que ce soit (religieux ou communautariste au sens le plus large) ne permettent pas l'accès à la donnée archéologique sur le terrain et s'opposent à leur présentation en musée. C'est une question d'actualité, de contexte, cela ne relève pas simplement de l'archéologie et de ces restes qui sont un peu particuliers, puisque d'une certaine manière ils sont nous-mêmes, nous sommes mortels et nous sommes destinés à finir comme cela, aussi triste que ce soit (ou pas); il faut donc tenir compte de cette dimension-là. Peut-on présenter en 2022 des restes humains comme on le faisait par le passé sans se poser de questions ? Pourquoi est-ce devenu sensible alors que ça ne l'était pas ? On a des catacombes à Paris qui ne posent problème à personne ; or c'est un assemblage d'ossements, de crânes, et on va les voir. Et on a mis des ossements en musée. Plus encore, sur le terrain, il y a un siècle, on pouvait éventuellement jeter les restes humains sans que cela fasse trembler personne. La situation a commencé à changer quand le radio-carbone est intervenu et que l'on a pu commencer à dater grâce à lui. Tout d'un coup, les restes humains devenaient intéressants car c'était un support et une matière qui permettaient de dater. Aujourd'hui, avec la paléogénétique qui se développe et qui là aussi est un sujet d'actualité extrêmement sensible, de nouveaux questionnements éthiques sur l'exploitation et la conservation de la donnée se posent : que fait-on des données ADN que l'on enregistre, que ce soit sur des restes anciens ou sur des restes plus récents ? Je crois que ce changement est un changement scientifique mais aussi de société, et de l'attitude que l'on a vis-à-vis de la mort. Aujourd'hui, la mort ne fait plus partie du quotidien dans de nombreuses sociétés d'Occident et d'ailleurs, alors qu'elle était autrefois intégrée à une normalité. Alors que dans le monde chrétien, le corps était dissocié de l'âme, on a changé de regard : on meurt à l'hôpital, on a peur de la mort. Ces traces directes qui sont les restes humains eux-mêmes posent question. On se dit que l'on ne peut pas les mettre dans un musée, dans une vitrine, alors que le crâne de Descartes tout gribouillé est au musée de l'Homme et que cela n'a pas posé de problème pendant longtemps. Il y a donc une réflexion, je n'ai pas de réponse définitive. Il y a des situations qui me posent des questions d'éthique ou scientifiques, par exemple dans le cas de la momie d'Ötzi mise au jour ou découverte par hasard dans les Alpes, qui est datée de 3400 avant notre ère, soit du Néolithique final. Ce pauvre garçon mort dans les Alpes, découvert dans un glacier parce qu'il fondait, il n'a rien demandé. Au-delà de toute question religieuse, il est dans une vitrine du musée de Bolzano et franchement il fait peur aux enfants. On va le voir, il attire des visiteurs, il a une espèce de grimace, un bec de lièvre, et on se demande "est-ce que sa place est dans un musée" ? On connaît des photos d'Ötzi, est-ce que vraiment il faut aller le voir ? Est-ce que les résultats scientifiques et la connaissance nécessitent qu'on expose Ötzi ? On n'est même plus dans le reste humain, le crâne sec, on est dans la momie, c'est-à-dire qu'on a l'individu, on a ses traits, on a ses chairs - transformées mais elles sont là. Là, on peut s'interroger. Jusqu'où faut-il aller pour donner la connaissance à voir de manière concrète ? La réflexion existe, c'est vraiment un sujet très fort chez les archéologues aujourd'hui, mais évidemment elle a ses prolongements, y compris en musée, y compris dans les enseignements et dans les études. C'est un sujet d'actualité de 2022 qui, je crois, est très important et va au-delà des restes humains, car cela concerne notre regard sur la société, et cela nous rappelle là encore que l'archéologie est vraiment très fortement connectée aux questions de société et que, comme les sciences historiques, elle ne peut se passer de cette confrontation entre le passé, le présent, l'actualité et tous les questionnements contemporains.

## **L'inconfort institutionnel dans lequel se trouve la Protohistoire, et plus largement l'archéologie, se répercute-t-il dans les programmes scolaires ? De quelle manière ?**

La question des manuels et des programmes scolaires est extrêmement importante. Je pense qu'il y a une envie partagée du côté des enseignants du secondaire, qui manifestent une vraie appétence pour l'archéologie, à la fois pour la période de la Protohistoire et pour la Préhistoire, d'autant que celle-ci est revenue dans les programmes scolaires en 2016 après avoir été écartée. Cela a d'ailleurs provoqué un vent de panique du côté des enseignants qui ne savaient pas comment traiter cette période. Il se trouve qu'à ce moment-là, et vraiment ce n'était pas calculé, j'ai sorti un ouvrage intitulé *Préhistoires d'Europe* chez Belin. Je tenais vraiment au pluriel car justement le mot "Préhistoire", plus connu que "Protohistoire", permettait d'englober celle-ci en l'expliquant. J'ai beaucoup dialogué avec les enseignants, je suis allée présenter devant les associations de professeurs d'histoire-géographie ce que pouvait être la Préhistoire. On continue à travailler ensemble, je reste en lien avec les associations de professeurs. Je suis agrégée d'histoire, je ne suis pas déconnectée de ce monde-là puisque j'ai cette triple formation d'historienne, d'archéologue et de paléo-métallurgiste. Je vois bien le lien entre tous ces acteurs et je pense qu'ils ont envie de travailler ensemble, même si ce n'est pas toujours simple parce qu'effectivement, il faut des supports qui soient adaptés. Et puis il y a toujours la question d'une définition de l'histoire qui exclut les périodes sans textes. Les enseignants d'histoire, même les meilleures volontés, manquent de temps et sont contraints par des programmes très liés au monde contemporain. Finalement, essayer d'inscrire dans la réflexion et la connaissance l'histoire sur la très longue durée n'est pas forcément simple car les programmes ne le permettent pas, ou quand ils le permettent, ils le font à travers le prisme des "grandes civilisations" qui, tout en tenant compte de l'archéologie, restent les grandes civilisations de l'écriture et de la Méditerranée. C'est une question sémantique mais pas seulement : si "grandes civilisations" il y a, cela veut dire qu'il y a de "petites civilisations", sinon quoi d'autre ? L'approche intellectuelle de ces sociétés est importante et il me semble qu'il y a tout un travail de réécriture et de réinscription de la très longue durée dans les programmes d'histoire, même si l'on manque d'heures. En tout cas, il y a une volonté commune de la part des archéologues et des enseignants. Les archéologues essaient le plus possible de répondre aux attentes des enseignants. Cela se traduit par des actions concrètes (des journées portes ouvertes, des interventions ponctuelles), mais c'est vrai que le manuel, qui est l'outil quotidien de l'enseignant du secondaire, en ligne avec les programmes, a peut-être besoin d'un coup de neuf pour intégrer cette réflexion sur ce qu'est l'histoire, sur ce que sont les sociétés dans leur pluralité, sur ces fameuses "civilisations" qui ne sont ni grandes ni petites mais juste des sociétés inscrites dans l'histoire. Cela peut se faire à condition qu'il y ait une volonté commune, y compris des ministères.

## **Que pensez-vous de la formation en archéologie dispensée aux étudiants et aux professionnels en France ?**

La transmission de l'archéologie passe évidemment par la formation. On évoquait tout à l'heure celle auprès des tout-petits mais évidemment il y a aussi la formation auprès des plus grands. Il y a deux horizons dans la formation : former les archéologues à l'archéologie, et puis sensibiliser d'autres personnes ou d'autres cursus à l'archéologie, car ils peuvent la rencontrer un jour. De ce point de vue là, c'est important que les historiens à l'université aient déjà une sensibilisation à l'archéologie, ce qui n'est pas le cas en général dans les cursus aujourd'hui. Et plus encore, je pense à une formation au-delà. Je me dis que j'aurai gagné le jour où je ferai une sensibilisation à l'archéologie aux gens qui font Sciences Po, aux énarques qui ne font plus l'ENA mais tout comme, qui deviennent préfets et qui un jour ont à signer les autorisations de fouilles. L'archéologie, cela ne dit rien à la plupart d'entre eux. Il y a donc ces deux volets : former des acteurs professionnels sur le terrain — ce n'est pas simple — et puis sensibiliser des acteurs qui seront confrontés à l'archéologie mais dont ce n'est pas le cœur de formation. Dans ces deux directions aujourd'hui, il faut faire des réformes et du militantisme. Dans la formation à l'archéologie aujourd'hui, il suffit de regarder les formations proposées en Belgique ou en Angleterre, pour parler seulement de nos voisins proches. En Angleterre, par exemple, l'archéologie est beaucoup plus liée à l'histoire et à l'anthropologie. En France, nous avons des formations au niveau de la licence qui sont d'un côté l'histoire, plus liée à la géographie, et d'un autre côté l'archéologie et l'histoire de l'art. C'est étonnant, parce que la discipline a bougé. Bien sûr, l'histoire de l'art peut faire partie de l'archéologie lorsqu'on s'intéresse à certains vestiges, mais l'archéologie aujourd'hui se distingue nettement de l'histoire de l'art. On a beaucoup plus besoin d'histoire, de géographie, d'anthropologie, de sciences de la vie et de la terre, que - je m'excuse auprès de mes collègues historiens de

l'art - de peinture du XXe siècle, aussi intéressante soit la peinture du XXe siècle. Pour un cœur de métier, ce n'est pas de cela dont nous avons besoin. Il faut donc repenser les formations en archéologie en instaurant un dialogue avec les historiens. Il n'est pas nécessaire de créer des oppositions entre d'un côté des historiens qui ne veulent pas des archéologues, de l'autre des archéologues qui restent dans leur pré carré et qui accusent les historiens de ne pas les comprendre, de les surplomber et de les ignorer. Le dialogue est la bonne solution, pas la division. Nous avons tous intérêt à être ensemble, car nous ne sommes pas dans une position de force au sein de la société. Le scientifique aujourd'hui dans la cité est moins écouté qu'il ne l'a été par le passé, l'historien au sens le plus large également. On a peut-être tout intérêt, plutôt que de se retrancher dans nos domaines de spécialité, de les faire fructifier ensemble. Je pense donc que la formation à l'archéologie a besoin d'être retravaillée avec tous. Je pense effectivement que pour un étudiant aujourd'hui, et même pour un collégien ou un lycéen qui demain voudrait être archéologue, ce n'est pas forcément simple d'y voir clair. Le chemin comporte peut-être plus de possibles invisibles pour un étudiant en archéologie (on peut rattraper l'archéologie par la biologie, par exemple) que pour un étudiant en histoire. Ce dernier suit un parcours assez simple (ou qui lui semble simple) mais qui ne comprend pas d'archéologie, et c'est dommage, sauf dans certaines filières. C'est la responsabilité des enseignants, des professeurs et des formateurs en général de repenser cette transmission pour les générations à venir.

**Vous nous accueillez aujourd'hui au ministère de la Culture, où se trouve le Conseil national de la recherche archéologique (CNRA). Pouvez-vous nous présenter cet organisme et la fonction que vous y occupez ?**

On est ici effectivement dans le Ministère de la Culture et on peut dire un mot sur le Conseil national de la recherche archéologique, que je préside au nom de la ou du Ministre de la Culture, puisque c'est un conseil scientifique placé sous tutelle du Ministère de la Culture. En réalité, c'est un plus complexe car il existe des échanges entre le Ministère de la Culture et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Un certain nombre de documents sont co-signés par les deux ministres. Le Conseil national de la recherche archéologique a un rôle important dans la législation qui encadre la pratique archéologique en France. C'est un conseil scientifique avec deux missions fondamentales. La première est une mission d'expertise scientifique sur les opérateurs en archéologie préventive. Concrètement, pour répondre aux appels d'offre en archéologie préventive, les opérateurs qui ne sont pas l'INRAP doivent avoir un agrément pour les acteurs privés ou une habilitation pour les collectivités territoriales, ce qui relève du public. Toutes ces demandes d'habilitation ou d'agrément sont expertisées par le Conseil national de la recherche archéologique, qui rassemble des chercheurs qui sont les acteurs représentatifs du monde de l'archéologie française : des universitaires, des gens de l'INRAP, des gens des collectivités territoriales, des gens qui sont désignés, d'autres qui sont élus par les CTRA, conseils en région qui examinent les rapports d'activité et les demandes d'autorisation de fouilles en archéologie. Tout cela est donc un système complexe à deux niveaux, régional et national, le CNRA étant le conseil à l'échelle nationale. Ce travail d'expertise se fait par périodes. Il y a des enjeux importants liés à des possibilités de travail, à des emplois ; on a donc une responsabilité scientifique qui est connectée à d'autres questions, on mesure la charge et le poids que cela représente, la responsabilité qui nous incombe.

Et puis nous avons une autre mission au sein du CNRA, qui est la recherche fondamentale. On réfléchit sur la science archéologique d'aujourd'hui et ses développements de demain. Quels sont les grands sujets? Comment peut-on accompagner les évolutions de la recherche? On produit des documents : en ce moment, par exemple, on travaille sur un texte cadre qui s'appelle la Programmation nationale de la recherche archéologique, qui sert de texte de référence pour organiser les fouilles, les recherches, les programmes de recherche. Il y a des sujets - on a évoqué les restes humains - sur lesquels nous débattons, prenons position et offrons des préconisations. J'ai inscrit des journées thématiques du CNRA : celle de 2021 était sur le pillage archéologique (état des lieux, préconisations), celle de 2022 porte sur "Archéologie et environnement : quelles sont nos responsabilités?". L'environnement, les dégradations climatiques sont là, qu'est-ce que les archéologues voient sur le terrain ? Quand il y a une tempête sur le littoral, que des vestiges sortent, et que vous avez le temps d'une marée pour intervenir, que faut-il faire, comment envisager cela, doit-on adapter notre manière d'aborder la recherche ? Que peut-on préconiser à nos tutelles (Culture, Enseignement supérieur, CNRS) pour mieux accompagner ces enjeux-là ? Ce sont des questions de fond pour lesquelles on essaie de dégager une position collégiale de cette assemblée représentative de l'archéologie française, qui comprend aussi des représentants du monde étranger pour ne pas être fermés et avoir un regard différent.

On essaie de réfléchir tous ensemble et d'apporter cette expertise des scientifiques à la communauté scientifique et aux ministères de tutelle pour essayer de mieux accompagner des décisions, des arrêtés, et de faire évoluer la loi. Tout cela n'est pas visible du grand public mais c'est fondamental car c'est comme cela aussi que se construit la recherche, la transmission des savoirs, et finalement l'archéologie de demain.

### Bibliographie sélective

**2022** : *Préhistoires d'Europe. De Neandertal à Vercingétorix. -40 000/-52*, Paris, Belin, collection « Mondes anciens », 2016, 608 pages ; Prix Bordin de l'Institut de France, Académie des Inscriptions et Belles Lettres, Institut de France 2018, nouvelle édition format compact, 2022.

**2022** : *L'archéologie*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection « Que Sais-je », numéro 4122, 128 pages, nouvelle édition [2019] 2022.

**2021** : *Dictionnaire amoureux de l'archéologie*, Paris, Plon, 596 pages.

**2021** : « Le Conseil National de la Recherche Archéologique du XXI<sup>e</sup> siècle : enjeux pour une stratégie scientifique nationale », Xavier Delestre (dir.), *Les services régionaux de l'archéologie, 1991-2021. Trente ans d'une histoire en mouvement*, Éditions du patrimoine, p. 53-58.

**2020** : *Le Néolithique*, Paris, Presses Universitaires de France, Collection « Que Sais-je », 128 pages.

**2020** : *Guide des méthodes de l'archéologie*, Paris, La Découverte, collection « Repères », Paris, 2002, nouvelle édition 2005, réimpression 2006, 296 pages, troisième édition augmentée et illustrée 2009, nouvelle édition, 2020, 380 pages. [avec Jean-Paul Demoule, François Giligny, Alain Schnapp]

**2019** : « Rencontre avec nous-mêmes. Les restes humains en contexte archéologique », *Esprit*, 457, Septembre 2019, 131-142.

**2018** : *Par les armes. Le jour où l'homme inventa la guerre*, Paris, Belin, avril 2018, collection « Histoire », 357 pages ; Prix d'Histoire de Verdun 2018.

**2018** : « La métallurgie du bronze : techniques, usages et sociétés », Jean Guilaine, Dominique Garcia (ed.), *Protobistoire de la France : quarante ans de découvertes. Néolithique, Âge du bronze, Âge du fer*, Paris, Herman, 2018, p. 251-263 ; *Ibid.*, « Guerres et inégalités sociales à l'Âge du bronze » p. 283-295.

**2017** : (éd.), *Movement, Exchange and Identity in Europe in the 2<sup>nd</sup> and 1<sup>st</sup> Millennia BC. Beyond Frontiers*, Oxford, Oxbow Books, 2017 [avec Marc Talon], 304 pages.

**2012** (dir.) : *Beyond Horizon. Societies of the Channel and North Sea 3500 years ago / Par-delà l'horizon, Sociétés en Manche et mer du Nord il y a 3500 ans / Voorbij de Horizon. Samenlevingen in Kanaal en Noordzee 3500 jaren geleden*, dans le cadre du projet européen « BOAT 1550 BC », Paris, Somogy, 2012. [avec la collaboration de Jean Bourgeois, Peter Clark, Marc talon].

**2011** : Jean Guilaine, *L'archéologie, science humaine, entretiens avec Anne Leboërf*, Paris, Actes Sud-Errance, 2011.

**2008** : *Construire le temps. Histoire et méthodes des chronologies et calendriers des derniers millénaires avant notre ère en Europe occidentale*, éditions du Centre Européen de Bibracte, Bibracte, 2008, (Bibracte 16).

**2007** : *L'artisanat du bronze en Italie centrale (1200-725 avant notre ère). Le métal des dépôts volontaires*, Rome, 2007, 472 pages (Bibliothèque des Écoles françaises de Rome et d'Athènes 335).